

DECLARATION DU GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE,
DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

L'impérialisme, ses guerres à outrance, sont responsables de la barbarie qui contraint des millions d'émigrés à l'exil.

Lorsqu'ils parviennent aux frontières du pays, Hollande répond : expulsions et bombardements sur la Syrie !

**Pour le mouvement ouvrier, partis et syndicats : « Les travailleurs n'ont pas de patrie » (Marx et Engels).
C'est la responsabilité de ses dirigeants de se prononcer :**

**Liberté de circulation ! Régularisation de tous les émigrés !
Troupes françaises, hors d'Afrique et du Moyen-Orient !
Arrêt des bombardements de Syrie et d'Irak !**

Au début du mois de septembre, suite à une décision du gouvernement hongrois, une des digues établies par les principales puissances impérialistes d'Europe pour contenir le flot de leurs victimes a sauté : plusieurs centaines de milliers d'émigrés, venus notamment de Syrie, tentent d'affluer vers l'Europe occidentale.

Le 7 septembre, Hollande annonçait ce qu'était sa « réponse » à cette situation : d'une part, l'aumône de 24000 octrois du droit d'asile en deux ans, ce qui revient à programmer un plan de tri et d'expulsions massives pour tous les autres demandeurs ; d'autre part : l'extension des bombardements déjà organisés sur l'Irak à la Syrie voisine.

Ainsi, Hollande et son gouvernement prennent appui sans vergogne sur la situation épouvantable des émigrés pour « justifier », et leur politique d'expulsions, et leurs opérations de guerre barbares... qui sont la cause principale de l'émigration.

L'impérialisme est responsable de la barbarie en Syrie

Hollande proclame : « C'est Daesh qui fait fuir, par les massacres qu'il commet, des milliers de familles ». Alors rappelons-le : Daesh n'est qu'une des nombreuses émanations de la « résistance » islamiste subventionnée et armée par la monarchie saoudienne... qui est elle-même l'une des principales clientes des marchands d'armes français.

Ainsi Al Nosra, branche d'Al Qaïda en Syrie, qui fut jadis félicitée par Fabius (« *Al Nosra fait du bon boulot* »). Ainsi Aqpa (Al-Qaïda dans la Péninsule arabe), qui avait revendiqué en janvier 2015 la tuerie à *Charlie Hebdo* et se retrouve membre « de fait » de la coalition, dirigée par le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui sème le chaos, la mort... parmi les populations civiles yéménites ! D'un côté, Aqpa bénéficie des armes distribuées par cette coalition. De l'autre, la France développe un juteux commerce d'armes financées par l'Arabie. Enfin, Hollande fut l'invité d'honneur de ce CCG, en mai 2015, à Riyad !

Daesh est une créature de l'impérialisme. Il a ses racines dans l'Irak, massacré et pulvérisé par l'impérialisme et ses guerres. Daesh a été financé par l'Arabie et a été allié à l'Etat turc dans leur guerre contre le peuple kurde. Ajoutons qu'il se finance aussi en vendant, via la Turquie (membre de l'Otan), du pétrole à « des pays membres » de l'Union européenne.

Depuis deux ans, Hollande a fait déverser des tonnes de bombes sur le Moyen-Orient – mais jamais il n'a daigné accorder le droit d'asile systématique à l'infime portion des émigrés syriens qui sont parvenus jusqu'en France. Au contraire : ce droit et les « aides » afférentes ont été strictement restreints et transformés par une loi promulguée en juillet 2015.

Les guerres au Moyen-Orient, en Afrique sont pour Paris de splendides foires commerciales. 2015 est annoncé comme une année « record » pour les ventes d'armes françaises : c'est au Moyen-Orient que se trouvent les plus gros clients (Arabie Saoudite, Emirats, Egypte). Les interventions militaires françaises ? « C'est une vitrine assez exceptionnelle pour montrer la qualité des armements français », confie-t-on aux journalistes de *l'Usine Nouvelle* du côté du ministère de la Défense (10/2/2015).

Les puissances impérialistes sont fauteuses de barbarie partout dans le monde

Côte à côte, Hollande, Valls, Sarkozy, Marine Le Pen, se succèdent pour donner de l'actuelle vague d'émigrés l'image d'un déferlement effroyable, avec un racisme à peine voilé – les uns parlant d'un « *essaim de gens traversant la Méditerranée* » (Valls), les autres « *d'une fuite d'eau* » posant le « *problème (...) de la gestion du stock* » (Sarkozy). La réalité est qu'il s'agit de naufragés, dans un océan de boue et de sang... dont la source se trouve à Washington, Londres et Paris.

Ainsi, selon les chiffres tronqués du HCR de l'ONU : de 2005 à 2015, le nombre de réfugiés dans le monde serait passé de 19,4 millions à 52,9 millions. Pour suivre la cartographie de leur répartition, il suffit de se référer à la multiplication des interventions militaires conduites par les impérialismes dominants (Côte d'Ivoire, République centrafricaine, Libye, Mali, RDC, Soudan, Afghanistan, Syrie, Irak...). Pour un pays tel que la Syrie, c'est quasiment la moitié de la population totale qui se retrouve déplacée ou exilée.

Sous l'impact de la crise du capitalisme, le système de pillage impérialiste en vigueur depuis des décennies débouche aujourd'hui sur une barbarie sans limites : les interventions militaires enchaînées par les grandes puissances ont institué des territoires entiers de non-droit, disloqués économiquement et où règne la terreur des clans et autres bandes armées... restent les profits des marchands d'armes et la nécessité d'écraser les peuples. La surface du globe terrestre se couvre de plaies ouvertes, purulentes, dont les puissances impérialistes portent l'entière responsabilité.

Le constat qui vaut pour les victimes de cette barbarie s'étend aux prétendus « immigrés économiques », dont la situation découle de l'exploitation forcée de la main-d'œuvre par les grandes métropoles, accompagnée du soutien aux régimes qui leur sont inféodés ou soumis par la contrainte (récemment encore : vente d'avions Rafale à la dictature égyptienne, accueil en grande pompe du roi saoudien... et soutien de Hollande au troisième « memorandum » en Grèce).

Du reste, tandis qu'il stigmatise l' « immigration économique », Hollande entend faire le tri des réfugiés... sur la base de la demande patronale !

Leur politique d' « accueil »

C'est un véritable scandale que Hollande puisse s'attribuer le « mérite » d'un « accueil » limité à un quota dérisoire, sans que soit immédiatement exposée et dénoncée la réalité de sa politique. Après avoir tout tenté pour résister au premier plan de l'Union européenne de répartition de l' « accueil » de 40 000 immigrés, Hollande s'est rallié piteusement au second plan construit sous l'égide de l'impérialisme allemand.

La nature de ce plan ? Il se concentre dans la mise en place de centres de tri (comme à Drancy à partir de 1941, ou encore dans le camp des Milles, inauguré en 1939 sous le gouvernement du Radical Daladier ?) et l'accélération des modalités de « traitement » des dossiers – autrement dit l'intensification des expulsions. Le credo : distinction entre quelques « réfugiés » légitimes et d'autres qui viendraient « pour d'autres raisons » (Hollande). Quant aux rares propositions de quotas contraignantes, elles ont été évacuées.

Les accords de Schengen et Dublin ? Invoquant en principe la « liberté de circulation », ils autorisent en pratique l'expulsion et le refoulement massifs des émigrés pour « raisons de sécurité », leur entassement dans des camps inhumains (« hotspots ») dans les premiers pays d'arrivée, au seuil de l'Europe. C'est au nom de cette politique que plus de 31 000 émigrés sont morts noyés en Méditerranée depuis 2000 (dispositif FRONTEX), des centaines de milliers stoppés en Europe de l'est ou dans les Balkans, quand ils ne sont pas contenus au seuil du désert, comme au Maroc, avec des subventions de l'Union européenne.

Il faut ajouter : champion en Europe des guerres impérialistes, le gouvernement français est aussi celui des lois xénophobes et des expulsions. Selon le *New York Times*, les seules expulsions de Roms hors de France au cours des trois dernières années correspondent à une moyenne de 150 personnes par semaine !

La responsabilité des dirigeants issus du mouvement ouvrier

Face aux annonces de Hollande, tandis que les partis bourgeois (UMP, FN) s'époumonent en stigmatisant le « manque de fermeté » du gouvernement, le silence ou la complaisance des principales organisations issues du mouvement ouvrier, partis et syndicats, sont flagrants.

En tout et pour tout, un seul communiqué signé, entre autres, par la CGT, la FSU, Solidaires et l'UNEF, parlant au nom de « citoyens d'Europe » et adressé à « tous les hommes et femmes de bonne volonté » demande au gouvernement « qu'il appuie sans équivoque un accueil [des] réfugiés dans tous les pays de l'Union européenne » et « l'organisation d'un grand débat public sur la question des réfugiés » (9/9/2015). Pas un mot, pas une mise en cause de la politique menée en France par le gouvernement, et encore moins de ses interventions impérialistes ! En fait et pratiquement, il s'agit d'un soutien et d'une couverture à ces derniers.

La question des réfugiés ne peut être dissociée du combat pour que cessent les guerres impérialistes. Elle lui est subordonnée. Le premier combat à mener en France est d'exiger des directions syndicales (CGT, FO, FSU, UNEF) et des partis ou organisations issus du mouvement ouvrier (PS, PCF...) qu'ils rassemblent un front unique sur ces exigences :

- **Arrêt immédiat des bombardements en Syrie et en Irak. Retrait inconditionnel des troupes françaises du Moyen-Orient et d'Afrique.**
- **Arrêt immédiat des expulsions. Fermeture des centres de rétention. A bas les accords de Schengen, de Dublin et les quotas !**
- **Ouverture des frontières, liberté de circulation pour tous les émigrés. Mêmes droits pour les travailleurs immigrés que pour les travailleurs français.**

Le combat sur ces mots d'ordre ne peut être dissocié de celui pour imposer aux dirigeants des confédérations et fédérations syndicales (CGT, FO, FSU, UNEF) ainsi que des partis PS et PCF qu'ils rompent avec le gouvernement Hollande-Valls-Macron-Pinel et s'engagent dans la voie pour l'affronter et le vaincre.

Il existe une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, majorité qui constitue la matérialisation de la défaite imposée aux partis bourgeois en 2012. Il faut lui imposer de s'engager dans cette voie, pour un gouvernement issu du front unique ouvrier, rompant avec la bourgeoisie et dont le prolétariat et la jeunesse exigeraient la satisfaction de leurs revendications.

Seul un tel gouvernement renouant avec l'internationalisme prolétarien pourrait s'engager dans la voie pour en finir avec l'Union européenne, pour les Etats Unis Socialistes d'Europe. C'est le combat politique que mène le Groupe pour la construction du Parti et de l'Internationale Ouvriers Révolutionnaires.

le 19 septembre 2015